

International

VENEZUELA : PARADOXES D'UN TREMBLEMENT DE TERRE DESTRUCTEUR D'ÉVIDENCES

Jean-Jacques Kourliandsky

15/09/2026

Le violent tremblement de terre dont a été victime le Venezuela le 24 juin 2026 a mis en lumière les nombreuses défaillances de l'État vénézuélien. Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, analyse les causes de ces dysfonctionnements, qui remontent à avant 1999 et l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez, et trouvent également leurs origines à l'extérieur du pays.

Le 24 juin 2026, le Venezuela a été victime d'un violent tremblement de terre. Pendant quatre à cinq jours, la presse internationale a centré ses unes sur l'événement, avant de tourner la page pour aborder d'autres sujets. Pendant ce court laps de temps, un flux de commentaires a habillé le drame. Cet « habillage » a révélé bien davantage qu'une réaction solidaire à l'égard de victimes d'une catastrophe naturelle.

Une évidence minorée, celle du tremblement de terre

Une première remarque : le caractère naturel du drame vécu par des milliers de Vénézuéliens a peu ou mal été signalé. Pour tout observateur attaché aux faits, il y a bien eu au Venezuela, le 24 juin 2026, à 18h04, un tremblement, qui a ses raisons géologiques. Son épicentre a été situé par les spécialistes dans l'État d'Yaracuy, à plus de 200 kilomètres à l'ouest de Caracas. Il y a eu, selon les spécialistes, de façon inédite, un double séisme, d'intensité de 7,2 sur l'échelle de Richter pour le premier et de 7,5 pour le second, à 39 secondes d'intervalle. Les dégâts à Yaracuy sont modestes et il n'y a pas eu de victimes mortelles. Les effets les plus dévastateurs ont frappé la région côtière de La Guaira, à moins de trente kilomètres de la capitale vénézuélienne.

Trois éléments permettent de le comprendre : le puissant rayonnement du tremblement de terre à

partir du point zéro, un croisement de failles d'orientation est-ouest près de la côte, et des sols sédimentaires peu stables à La Guaira, ayant accentué les effets de l'onde sismique. La force du séisme a été telle qu'elle a touché à plus de 200 kilomètres la faille dite de San Sebastián, face à La Guaira. Là, deux plaques tectoniques, la plaque caraïbe et la plaque sudaméricaine, se frottent latéralement d'est en ouest, parallèlement à la côte, sur une distance de 1000 kilomètres. Ce frottement a été à l'origine de **tremblements de terre en 1812 et en 1900**, avant celui du 24 juin 2026. « Ce double séisme avait donc toutes les caractéristiques génératrices d'un désastre, où que ce soit dans le monde », a **indiqué Rafael Abreu**, directeur du Service géologique des États-Unis (USGS). « Ce séisme », a confirmé **Ciro Ugarte**, directeur du département des urgences de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), « est de ceux qui provoquent un taux de mortalité élevé¹ ». Outre le nombre de victimes, près de 5000 comptabilisées fin juillet 2026, il a gravement affecté habitat et infrastructures – en particulier la couverture hospitalière de la région, la première à avoir été sollicitée. Selon l'OPS, il y a cinquante hôpitaux et cent dispensaires dans les sept États concernés par le séisme. Trois hôpitaux et vingt dispensaires ont été détruits, vingt-quatre hôpitaux ne sont pas en mesure de recevoir des patients, seuls vingt autres, en dépit de dégradations, ont la capacité d'accueillir des victimes. D'autre part, la même source signale que la moitié du personnel de santé de La Guaira est indisponible, certains ayant été tués, d'autres étant blessés ou portés disparus.

Les autorités ont-elles été à la hauteur ?

Au vu des articles publiés dans l'espace dit « occidental », non. De fait, plusieurs témoignages d'experts le confirment. Un géologue, professeur de l'université colombienne de los Andes, Raúl Estévez, a signalé que les autorités ne disposaient pas des informations nécessaires le 24 juin pour localiser dès le premier moment l'épicentre du tremblement de terre : « Il y a eu au Venezuela 300 stations de mesures sismiques, seules trois ou quatre étaient en état de fonctionnement² ». Un autre aspect à charge a été signalé mettant en cause la responsabilité des autorités pour comprendre l'ampleur du sinistre. Pourquoi avoir laissé construire dans une zone que l'on savait dangereuse ? Les bâtiments qui se sont effondrés respectaient-ils les normes antisismiques exigées par le ministère des Travaux publics vénézuélien depuis 1967 ? Les matériaux utilisés pour bâtir des logements sociaux, dans le cadre de la « Mission logement », de mauvaise qualité sismique, ont été mis à la charge des autorités boliviennes.

Enfin, pour la gestion du sinistre, l'OPS a déclaré que les services publics n'étaient pas en mesure de faire face, en particulier en raison de la dégradation du service de santé. Le Comité international de secours (IRC) a confirmé que « la réponse de l'État n'était pas à la hauteur de la gravité des nécessités humanitaires ». Les survivants ont interpellé de façon non concertée, mais

convergente, toujours selon les médias « occidentaux », les autorités qui ne se seraient pas montrées à la hauteur des besoins de la population. « Les gens ont été leurs propres sauveteurs », selon CNN en espagnol, qui a donné un écho télévisuel au rapport d'une ONG signalant « l'inefficacité logistique et la violation systématique des droits de l'homme ». Les reportages retransmis ont montré des gens livrés à eux-mêmes. Plusieurs articles ont témoigné d'un dénuement extrême, de survivants fouillant les décombres avec les moyens du bord. Ultérieurement, la presse internationale a fait largement état du rôle majeur de la solidarité internationale.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Corruption de l'État, inexistence de l'État ?

Très vite, aux critiques sur l'inexistence de l'État sur le terrain touché par le drame, se sont ajoutées, de façon contradictoire, des critiques sur les initiatives inopportunes des fonctionnaires d'ordre présents sur les lieux du drame, contrôlant l'identité d'humanitaires en action, ou auteurs de pillage et de vols.

La corruption du régime a été également ciblée, non seulement comme l'une des causes aggravantes de la catastrophe, mais aussi comme un frein potentiel à la gestion de l'aide internationale. De la part de divers horizons, humanitaires « occidentaux », fractions de l'opposition, des appels ont été lancés pour contourner au maximum les autorités en place et gérer de façon autonome la distribution des secours d'urgence. WOLA, une ONG étatsunienne, par exemple, « recommande que l'aide soit acheminée par des canaux transparents ». La venue à La Guaira de la prix Nobel de la paix 2025, figure de proue de l'opposition, María Corina Machado, bloquée par les États-Unis, a été présentée comme l'assurance d'une gestion « familiale » de la catastrophe. Edmundo González, autre figure de l'opposition, proche de María Corina Machado, a proposé de créer une commission technique indépendante pour superviser la gestion de l'aide internationale³. À l'appui de ces réserves, on peut mentionner au moins deux incidents relatés par les médias. Des pompiers chiliens se sont plaints d'avoir fait l'objet de contrôles d'identité alors qu'ils étaient en pleine activité, recherchant dans les décombres d'éventuels survivants. Un

déploiement de sauveteurs allemands et autrichiens aurait été interdit d'entrée au Venezuela, selon les groupes concernés, par le ministère local de la Santé⁴. Ce contexte permet de comprendre la décision prise à Panama, concernant l'aide envoyée aux sinistrés vénézuéliens. Le maire de la ville de Panama, Mayer Mizrahi, a doté l'aide envoyée au Venezuela d'un système de suivi électronique, détecté par les autorités locales⁵. Le maire a justifié et revendiqué cette mesure de défiance à l'égard du gouvernement vénézuélien, probablement inspirée par l'opposition vénézuélienne. Panama soutient en effet publiquement María Corina Machado et l'opposition au régime⁶.

Le régime est-il resté les bras croisés ?

Une structure de crise a été mise en place le 25 juin 2026, appelée **Estado Mayor de Contingencia tras fuertes sismos**, sous l'autorité du général Juan Ernesto Sulbarán Quintero. Manifestement, l'arrivée d'humanitaires internationaux été gérée avec rapidité, qu'il s'agisse des autorisations d'entrée en territoire vénézuélien comme de leur affectation dans une zone géographique particulière. Les sauveteurs internationaux sont assez vite arrivés en nombre et ont été tout aussi rapidement affectés à un secteur, ce qui témoigne de l'existence d'une entité administrative et technique efficiente.

La présence d'humanitaires étrangers a été importante, bien mise en valeur par les médias : allemande, argentine, autrichienne, barbadienne, belge, bolivienne, brésilienne, britannique, chilienne, chinoise, colombienne, costaricienne, cubaine, dominicaine, équatorienne, espagnole, étatsunienne, française, haïtienne, hollandaise, israélienne, italienne, japonaise, jordanienne, luxembourgeoise, mexicaine, panaméenne, paraguayenne, péruvienne, portugaise, qataris, russe, salvadorienne, suisse, uruguayenne, paraguayenne, et vietnamienne. La Fédération internationale de football (FIFA) a mobilisé son fonds de solidarité. Le Programme alimentaire des Nations unies (PAM) a signalé le 1^{er} juillet 2026 qu'il était sur place et avait réparti de la nourriture pour 1200 personnes.

L'aide des États-Unis s'est mise en place dès le 25 juin à l'aéroport de Maiquetía, qu'elle a aidé à rouvrir, au plus près du sinistre. Le service japonais compétent, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), est arrivé sur place le 26 juin. L'aide brésilienne est elle aussi arrivée le 26 juin. Les militaires argentins ont été débarqués en urgence sur la base aérienne relativement éloignée de El Libertador dans l'État d'Aragua, pour être ensuite affectés dans la zone dite B2, à Caraballeda, près de La Guaira, en coopération avec des militaires étatsuniens. Les secouristes français ont été acheminés le 27 juin et ont travaillé, selon un communiqué du Quai d'Orsay, en « coordination étroite avec les autorités vénézuéliennes ».

Le cœur de la région sinistrée a été quadrillé par les forces de l'ordre. Les autorités ont-elles pris les mesures permettant d'empêcher les entraves opposées à certains humanitaires étrangers ? Ont-elles mis un terme aux vols commis par des représentants de l'ordre ? Une remarque préliminaire : il y a des pillages, après toute catastrophe, au Venezuela comme ailleurs. Ce constat n'excuse en rien le comportement délinquant de policiers sur les ruines de La Guaira – une certitude concernant des moyens militaires et policiers vénézuéliens rapidement arrivés sur place, et qui ont contribué aux efforts collectifs (travail de recherche de survivants, éventuel contrôle d'humanitaires étrangers, ou protection des biens). À noter que ces deux dernières missions n'ont pas fait l'objet de reportages particuliers venant s'ajouter à ceux signalés et dénoncés précédemment.

La corruption a été, à juste titre, montrée du doigt. Est-elle responsable des ratés constatés et de l'insuffisante réponse de l'État ? L'argument a d'autant plus de crédibilité que la corruption a été documentée bien avant le séisme par la justice, lui donnant ainsi un caractère quasi structurel. On citera, à titre d'exemple, les détournements de fonds pétroliers commis entre 1999 et 2013 au détriment de la société nationale PDVSA, ayant fait l'objet d'une instruction et d'une décision de justice à Andorre en 2021⁷. Mais ce fléau social concerne-t-il de façon exclusive les membres et fonctionnaires du seul gouvernement bolivarien ? D'autres « affaires » en effet, dont certaines ont eu une incidence à La Guaira, signalent l'existence d'une corruption collective. On peut citer, par exemple, les pots-de-vin versés par une entreprise colombienne responsable de distribution alimentaire aux plus nécessiteux à neuf députés proches de l'ex-président intérimaire, opposé à Nicolás Maduro, Juan Guaidó⁸. Le laxisme des autorisations de construction dans la région de La Guaira concerne par ailleurs leur structure, non contrôlée, et leur localisation sur des sols sédimentaires peu stables. Ce laissez-faire a été critiqué avec raison, mais à condition de contextualiser, dans le temps, le non-respect d'une codification, régulièrement actualisée, remontant à 1955⁹. Les bâtiments détruits n'ont pas été seulement ceux édifiés sous les présidences Chavez et Maduro. De plus, un autre drame survenu au même endroit interpelle. Les pluies torrentielles tombées sur la région de La Guaira à la mi-décembre 1999 avaient provoqué des glissements de terrain et emporté un nombre important d'édifices, entraînant la mort de centaines et peut-être de milliers de personnes. Le décompte final n'a en effet jamais été publié. L'onde sismique sur les mêmes sols a eu en 2026 des conséquences identiques. Le bâti de 1999, construit en zones fragiles, l'avait été avant l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir¹⁰. Les autorisations avaient donc été données par d'autres autorités, proches de l'opposition actuelle. Le constat pose donc la question de la corruption au Venezuela en termes socialement et politiquement plus horizontaux que ce qu'une évaluation reposant sur le temps court laisse entendre. Une politologue vénézuélienne, Paola Bautista de Alemán, en a tiré la conclusion suivante : « Le clivage n'est pas entre dictature et démocratie, mais entre existence ou absence d'argent¹¹ ».

Une double défaillance, d'origine locale mais aussi extérieure

Comme l'a souligné l'OPS en ce qui concerne la réactivité du système sanitaire, la mauvaise gestion accumulée depuis des années, par corruption ou incompétence, a pesé sur la capacité de réponse de l'État. L'État vénézuélien, compte tenu de ce passif, n'était pas en mesure de faire face à l'ampleur du sinistre. L'OPS signale en particulier les carences de la couverture vaccinale. Alors qu'après une catastrophe, il est primordial de protéger les survivants, cette urgence a beaucoup de mal à se mettre en place. « Il faudrait en priorité garantir un accès aux vaccins », a déclaré Jarbas Barbosa, directeur de l'OPS, « mais le Venezuela était déjà en dessous des normes nécessaires¹² ». Il en va de même pour l'ensemble de l'appareil d'État. Le secteur pétrolier, générateur de revenus généraux comme de ressources budgétaires, était, avant le drame, incapable de donner du travail et même de nourrir correctement la population. Plusieurs millions de Vénézuéliens ont d'ailleurs migré en Amérique du Sud et en Espagne pour trouver de meilleures conditions de vie. La défense nationale et ses forces armées, dignes d'ultime protection de tout pouvoir en difficulté, ont elles-mêmes souffert de cette réalité. Comment comprendre, sinon, qu'elles aient été incapables de protéger, même au prix d'un baroud d'honneur, inexistant le 3 janvier 2026, le président Maduro, enlevé par un commando étatsunien ?

Mais l'OPS signale par ailleurs que les sanctions imposées au Venezuela par les États-Unis pour l'essentiel, mais pas seulement, ont eu leur part de responsabilité dans les défaillances de l'État vénézuélien. Ces sanctions aggravées par Donald Trump ont fait preuve d'une efficacité certaine. Le Venezuela, coupé du système financier international et du dollar, avait de plus en plus de mal à vendre son pétrole et à en gérer les bénéfices. La production quotidienne était ainsi passée de 3 millions de barils à 400 000 en 2021. La technologie utilisée, dans tous les secteurs d'activité, étant d'origine étatsunienne, se posait de façon aiguë le problème de l'achat de pièces de rechange et plus généralement d'entretien de l'existant, faute d'avoir les moyens financiers d'une reconversion. Le système de santé n'était pas en condition de faire face correctement au drame du 24 juin 2026, pour des raisons liées aux carences de l'État, mais aussi à l'effet direct et indirect des sanctions.

Les sanctions, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, ont donc fait preuve de leur efficacité. Une efficacité à double tranchant. Comme toutes les politiques de sanction, elles ont pesé davantage sur l'ensemble de la société que sur les gouvernants. En ce qui concerne le Venezuela, la rapporteure spéciale des Nations unies sur le Venezuela, Alena Douhan, avait dénoncé en février 2021 « leurs effets dévastateurs », bien avant donc leur durcissement, décidé par Donald Trump, en 2025¹³. Ces sanctions, dont on mesure les effets négatifs pour gérer les séquelles du tremblement de terre, ont été approuvées par l'opposition vénézuélienne. Juan Guaidó, président intérimaire, en avait défendu la légitimité auprès de l'Union européenne et de différents chefs d'État en janvier

2020¹⁴. Son chargé d'affaires aux États-Unis, Carlos Vecchio, avait plaidé, quelques mois auparavant, « pour un accroissement des pressions afin d'obtenir une rupture politique¹⁵ ». Ce qui rend inaudible l'effet humanitaire prêté au retour de María Corina Machado en ce moment dramatique. Les États-Unis ont d'ailleurs fait savoir que ce retour était inopportun et serait, selon le chargé d'affaires John Barrett, « contreproductif¹⁶ ». Parce que du point de vue de Washington, l'essentiel est de rétablir les capacités de la production pétrolière, dont les « infrastructures n'ont heureusement pas souffert », a ajouté le représentant étatsunien à Caracas. Le secrétaire d'État Marco Rubio s'en tient à la ligne définie par son pays au lendemain de l'enlèvement du président Maduro : l'urgence est de stabiliser le pays, afin ensuite qu'il puisse récupérer ses capacités économiques (pétrolières) ; le reste, c'est-à-dire les élections, viendra plus tard.

Leçons géopolitiques d'un séisme dévastateur

Le séisme vénézuélien du 24 juin 2026 a détruit des vies et du bâti. Il a aussi paradoxalement déstabilisé le front illibéral international construit autour de Donald Trump avant son retour à la Maison-Blanche. Donald Trump gère au présent les rapports de force censés apporter des retombées sonnantes et trébuchantes optimales aux États-Unis, comme à lui-même. María Corina Machado, comme ses amis, du Venezuela aux États-Unis et à l'Europe, peine à en faire le constat. Le Venezuela est aujourd'hui un protectorat au service des intérêts étatsuniens. Le meilleur des Venezuela pour les États-Unis de Donald Trump, c'est celui de Delcy Rodríguez, c'est-à-dire des Boliviariens acceptant de fonctionner sur le méridien Washington. La moralité est donc sans surprise celle-ci, écrite par le chargé d'affaires des États-Unis à Caracas, John Barrett, en présence du chef du Commandement sud, Francis Donovan : « Le gouvernement intérimaire a totalement rempli les demandes destinées à l'énorme mise en place de l'aide humanitaire¹⁷ ».

Crédit photo : Wikimedia / United States Marine Corps.

1. *El País*, Madrid, 11 juillet 2026.
2. Nancy Velasco Salazar, « Raúl Estévez, geofísico venezolano: « Desde finales del siglo pasado se advertía que el próximo gran terremoto sería en el occidente de Venezuela » », *El Mondo*, 28 juin 2026.
3. « Edmundo González propuso una comisión de contraloría internacional para la gestión de la ayuda humanitaria en Venezuela », *El Nacional*, 10 juillet 2026.
4. « Niegan entrada a Venezuela a equipos de rescate de Alemania y Austria », *Diario las Americas*, 29 juin 2026.
5. Darine Waked, « Mayer Mizrachi responde a Diosdado Cabello: "Si es merma, ¿qué hace la ayuda panameña en Maturín?" », *La Estrella de Panama*, 6 juillet 2026.
6. Manuel Vega Loo, « Panamá reúne a la cúpula de la oposición venezolana tras caída de Nicolás Maduro », *La Estrella de Panama*, 25 mai 2026.
7. « La red que saqueo PDVSA cobro 190 millones en Andorra », *El País*, Madrid, 19 novembre 2021.

8. « Liderazgo de Guaidó es amenazado por casos de corrupción », *El Comercio*, Lima, 2 décembre 2019.
9. Leopoldo Sucre Figuerello, ministre des Travaux publics (MOP), *Norma Provisional para Construcciones Antisísmicas*, Caracas, MOP, novembre 1967 ; Fundación Instituto de Ingeniería para Investigación y Desarrollo Tecnológico, Caracas, 2026.
10. Hugo Chávez a pris ses fonctions présidentielles le 2 février 1999.
11. Dans Tony Frangie Mawad, *Maduro, las elites y la « perestroïka » venezolana*, Buenos Aires, Nueva Sociedad, juin 2024.
12. Florantonia Singer, « La emergencia por el terremoto de Venezuela entra en una fase crítica », *El País*, 11 juillet 2026.
13. Marie Delcas, « La rapporteuse de l'ONU juge « dévastateurs » les effets des sanctions sur le Venezuela », *Le Monde*, 15 février 2021.
14. Lluís Pellicer, « Guaidó pide a la UE seguir con las sanciones contra el régimen de Maduro », *El País*, 23 janvier 2020. Il avait été reçu par le président français, le 24 janvier 2020.
15. « Vecchio aseguró que deben aumentar las sanciones europeas contra Maduro », *El national*, 4 mars 2019.
16. Macarena Vidal LY, « Washington defiende la gestión de la ayuda del Gobierno de Venezuela tras el terremoto », *El País*, 8 juillet 2026.
17. Macarena Vidal Liy, « Estados Unidos: Venezuela ha “cumplido por completo” en la ayuda tras el sismo », *El País*, 7 juillet 2026.